

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MÉDITERRANÉE

Site de Lambert – RD 6009 - 11 100 Narbonne

Référence : 2024-042-PUB

Code AIOT : 0006601388

Pièces jointes :

- 1 planche photographique

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'ancienne décharge que la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE exploitait RD n° 1 à Calce (66600). L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette inspection était inscrite au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, au titre de l'année 2024.

La décharge d'ordures ménagères du col de la Dona, située sur la commune de Calce, a été exploitée de 1975 à 2004 par la société SITA SUD (devenue SUEZ RV MÉDITERRANÉE). Il s'agissait de la principale décharge du département. La quantité totale de déchets enfouis n'est pas connue, toutefois les 10 dernières années d'exploitation cette décharge a réceptionné environ 2,2 Mt de déchets ménagers et assimilés.

L'emprise du site représente environ 37 ha.

Ancienne décharge du Col de la Dona

(photo du 23/05/2014)



Les principales sources d'impact du site du Col de la Dona après fermeture réside dans la production de biogaz et des lixiviats.

Le confinement du stockage, grâce notamment à une couverture renforcée par un géocomposite d'étanchéité et de drainage, ajouté au captage actif du biogaz (réseau de dégazage constitué de 41 puits), et à son élimination par valorisation ou destruction, limite les risques de fuite de biogaz et d'explosion.



Installation de valorisation du biogaz
(photo du 23/05/2014)

Les lixiviats sont quant à eux collectés dans des bassins spécifiques et traités avant rejet.

Surveillance :

Le suivi trentenaire a débuté le 1^{er} janvier 2005, ce suivi est encadré par l'arrêté préfectoral n° 1007/2006 du 10 mars 2006. Les équipements de suivi post-exploitation sont composés de :

- ↳ 4 piézomètres de contrôle des eaux souterraines,
- ↳ 3 inclinomètres de contrôle de la digue,
- ↳ 4 piézomètres de contrôle du niveau hydrostatique dans les déchets.

Les actions de suivi concernent :

- ↳ le niveau piézométrique selon une fréquence hebdomadaire,
- ↳ la qualité des eaux souterraines selon une fréquence semestrielle et quadriennale (analyses microbiologiques, anions et cations complémentaires),
- ↳ la topographie selon une fréquence annuelle,
- ↳ la stabilité de la digue et du dépôt par contrôle topographique (bornes de référence) selon une fréquence semestrielle,
- ↳ la stabilité de la digue par contrôle inclinométrique selon une fréquence semestrielle,
- ↳ le niveau hydrostatique dans les déchets selon une fréquence semestrielle,
- ↳ la qualité des eaux de ruissellement intérieures au site avant rejet au milieu naturel,
- ↳ la qualité des lixiviats bruts selon une fréquence mensuelle,
- ↳ la qualité des lixiviats traités en continu (nombre limité de paramètres) et semestriellement (totalité des paramètres définis dans l'arrêté préfectoral),
- ↳ la qualité des eaux du ruisseau de La Mouillère (amont et aval) selon une fréquence semestrielle,
- ↳ la qualité du biogaz capté selon une fréquence semestrielle,
- ↳ le volume du biogaz produit selon une fréquence semestrielle,
- ↳ la qualité des gaz de combustion en sortie de torchère et des moteurs de valorisation électrique en continu (température), semestrielle (poussières, SO₂ et CO) et annuelle (HCl et HF en plus),

↳ le volume des lixiviats selon une fréquence mensuelle

L'arrêté n°2015-320-0004 du 16/11/2015 qui fait suite au rapport quinquennal a modifié les conditions de surveillances en allégeant la fréquence pour les contrôles des métaux dans les eaux souterraines de 1 fois par semestre à 1 fois par semestre mais tous les 2 ans (période de hautes eaux et basses eaux) et en supprimant l'obligation de mesurer les poussières dans le rejet du moteur biogaz.

Servitudes

L'arrêté n°2015-320-0003 du 16/11/2015 a prescrit la mise en place d'une servitude de type PM2 (au titre de l'article L. 515-12) sur le site de cette ancienne décharge.

Le périmètre de servitudes correspond aux parcelles : 281, 282, 283, 285, 289, 294, 1040, 1069, 1071, 1073, 1111, 1289, 1291 de la section D du cadastre de la commune de Calce, auxquelles s'ajoutent la parcelle extérieure au site n° 35 section B de la commune de Pézilla-la-Rivière (piézomètre PZ4).

L'emprise foncière de la zone concernée par la mise en place des servitudes d'utilité publique couvre une superficie de 37 ha 96 ca 55 a.

Les terrains d'emprise sont propriétés de la société SITA SUD exceptée la parcelle 35 pour laquelle un acte notarié a été signé avec le propriétaire.

Le règlement des servitudes :

- ↳ rappelle l'existence de la décharge et la nécessité d'informer la préfecture en cas de projet d'aménagement ou de vente des terrains ;
- ↳ précise les activités compatibles avec la présence de cette ancienne décharge et les activités interdites ;
- ↳ précise les conditions de réalisation de fouilles et de construction d'ouvrages ;
- ↳ indique la nécessité de conserver l'intégrité des ouvrages utiles à la surveillance du site et notamment le piézomètre PZ4.

Garantie financière

L'arrêté de suivi trentenaire impose la mise en place d'une garantie financière.

L'acte en cours correspond à un montant de 874 700€ correspond à l'actualisation du montant de 686 900€ fixé par l'arrêté sur la base du taux de TVA de 20% et de l'indice TP014. Il est valable jusqu'au 31/12/2017.

Centrale photovoltaïque

Une centrale photovoltaïque a été implantée sur le site. Les mesures relatives à la sécurité incendie liée à l'implantation de cette centrale sont fixées par les prescriptions de l'arrêté n°2015-198-0001 du 17/07/2015.

La centrale photovoltaïque d'environ 5 MWc présente une emprise d'environ 8,9 ha. Elle est constituée de 1850 structures comprenant 10 panneaux photovoltaïques chacune, sur les zones de moindres pentes du site.

Comité local d'information et de Surveillance

L'arrêté n°3713-2005 a constitué un comité local de surveillance. Ce comité n'a pas été réuni depuis de nombreuses années, ce site ne posant plus de difficulté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MÉDITERRANÉE
- Ancienne décharge d'ordures ménagères
- RD n° 1 à Calce (66600)
- Code AIOT : 0006601388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Inclinomètres	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-1-2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 8-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-1-3	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales extérieures	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-1	Sans objet
4	Rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-3	Sans objet
5	Rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 14/03/2024 de l'ancienne décharge d'ordures ménagères que la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE exploitait RD n° 1 à Calce, l'inspection des installations classées a relevé deux non-conformités aux prescriptions qu'elle a contrôlées. Ces non-conformités ne présentant pas de conséquences immédiates pour l'environnement, il n'est pas proposé, à ce stade de mettre en demeure la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE d'y remédier.

En lieu et place, l'inspection des installations classées a demandé à la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE, **sous 1 mois** :

- de réaliser la mesure des inclinomètres prévue à l'article 7-1-2 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2006, de la comparer aux précédentes mesures et de lui transmettre le résultat de cette comparaison ;
- de lui adresser les rapports d'activité de l'ancienne décharge de Calce couvrant les années 2020, 2021 et 2022.

En l'absence de la mise en œuvre de ces actions correctives dans le délai imparti, il pourra être proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE afin de lui imposer de remédier aux non-conformités constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inclinomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-1-2
Thème(s) : Autre, Maintien en place et suivi des mesures semestrielles
Prescription contrôlée : Pour le contrôle de la stabilité globale de la digue, trois inclinomètres sont implantés au sommet de la digue et se prolongent au moins jusqu'à un niveau inférieur à celui du pied de la digue. Les mesures sont relevées tous les 6 mois.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les 3 inclinomètres sont toujours en place (<i>Cf. photographies en annexe</i>). L'inspection des installations classées constate que les dernières mesures datent de 2015 et que celles-ci sont réalisées annuellement et non tous les semestres. L'exploitant explique cet écart par le fait que les résultats de ces mesures n'ont pas évolués depuis plusieurs années. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que s'il souhaite modifier les conditions du suivi post exploitation de l'ancienne décharge il doit en informer préalablement Monsieur le préfet au travers d'un porter à connaissance accompagné de tous les éléments lui permettant d'apprécier la justification de sa demande. En particulier, s'il souhaite modifier la fréquence (passage de une fois tous les 6 mois à une fois par an) de mesure des inclinomètres pour contrôle de la stabilité de la digue retenant les déchets, il doit joindre l'avis d'un géomètre.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-1-2
Thème(s) : Autre, Maintien en place et suivi des mesures semestrielles
Demande : Le contrôle de la stabilité de la digue doit être réalisé tous les 6 mois conformément à l'article 7.1.2. La prochaine mesure doit être effectuée sous un délai n'excédant pas 1 mois et comparée aux résultats des mesures précédentes. Le résultat de cette comparaison devra être transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-1-3
Thème(s) : Autre, État et le suivi des mesures semestrielles
Prescription contrôlée : Pour le contrôle du niveau hydrostatique au sein de la zone de stockage, les quatre piézomètres (S2, S1bis, SP2 et SP1 bis), implantés en amont de la digue, devront demeurer en place jusqu'à la fin de la période de suivi. Le niveau hydrostatique de chacun des ouvrages est relevé tous les 6 mois.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les 4 piézomètres sont toujours en place (<i>Cf. photographies de 3 d'entre eux en annexe</i>). L'inspection des installations classées a pris connaissance du rapport des mesures des 4 piézomètres effectuées en 2023. Sur ce rapport l'inspection des installations classées constate que la fréquence semestrielle des mesures est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des eaux pluviales extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-1
Thème(s) : Autre, Entretien des ouvrages de collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les piézomètres, les différents points de contrôle jusqu'aux différents points de rejet tout en respectant le principe de séparation des réseaux. Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement, et notamment après chaque épisode pluvieux, afin qu'elles puissent garder leurs caractéristiques initiales et leurs pleines utilisations. Les observations relevées au cours de ces opérations ainsi que les anomalies constatées sont enregistrées.
Constats : À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté le plan de l'ancienne décharge daté du 25/07/2019. L'inspection des installations classées constate que tous les éléments exigés à l'article 7-2-1 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 figurent sur ce plan. L'exploitant indique que le bon état des ouvrages de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié tous les mois par l'agent en charge de la surveillance du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-3
Thème(s) : Autre, Normes de rejets au milieu naturel
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens de surveillance des eaux résiduaires et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés, les concentrations, les seuils d'alerte pour les mesures en continu, avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations, en cas de dérive. Ces actions garantissent le respect des

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-3	
Thème(s) : Autre, Normes de rejets au milieu naturel	
<p>normes de rejet.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ces mesures doivent être mises à profit afin recalibrer les dispositifs de mesures d'auto-surveillance.</p> <p>Les rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel, font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes qui s'imposent à des prélèvements moyens réalisés sur 24 heures.</p>	
Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j. < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max. < 100 kg/j. < 125 mg/l au delà.
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 30 kg/j. < 30 mg, au-delà.
Azote global.	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max > 50 kg/j.
Phosphore total.	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols.	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Métaux totaux dont :	< 15 mg/l.
- Cr6+	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j.
- Cd	< 0,2 mg/l.
- Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
- Hg	< 0,05 mg/l.
As	< 0,1 mg/l.
Fluor et composés (en F).	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres.	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux.	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.
<p>Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>	
<p>Constats : L'inspection des installations classées a pris connaissance du dernier rapport de mesures établi par l'organisme agréé CARSO, des eaux résiduaires et confirme que l'ensemble des paramètres à mesurer figurent sur ce rapport et l'absence de dépassement des valeurs limite d'émission.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 5 : Rejets des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-4
Thème(s) : Autre, Normes de rejets au milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Eaux de ruissellement intérieures au site :</u></p> <p>Les rejets des eaux de ruissellement intérieures au site, captées dans les bassins de stockage, ne</p>

peuvent être rejetés dans le milieu naturel, que si les valeurs limites précisées à l'article 7-2-3 du présent arrêté sont respectées.

Ces eaux sont contrôlées avant rejet dans le milieu naturel par des paramètres représentatifs, et au minimum par une analyse du pH et de la résistivité ou conductivité. En cas d'anomalie constatée, les paramètres précisés à l'article 7-2-3 du présent arrêté sont analysés, et si ceux-ci sont dépassés, les rejets doivent être soit réutilisés pour l'arrosage en amont des bassins, soit traités dans une installation extérieure dûment autorisée à cet effet et sous réserve qu'une convention soit établie.

Les lixiviats

- Le rejet ou l'épandage des lixiviats bruts est interdit.
- Le volume des lixiviats produits est mesuré mensuellement. L'exploitant tient une comptabilité des volumes des lixiviats traités dans la station interne et de ceux qui seront traités dans une station extérieure au site.
- Le contrôle de la qualité de ces lixiviats bruts est réalisé tous les 6 mois et porte sur les paramètres précisés à l'article 7-2-3 du présent arrêté.
- Après traitement dans la station interne du site (bio-réacteur à membrane et osmose inverse), les effluents traités (osmosats) peuvent être rejetés dans le milieu naturel, que si les valeurs limites précisées à l'article 7-2-3 du présent arrêté sont respectées. Les saumures doivent faire l'objet d'un traitement extérieur dans une installation autorisée à cet effet.

L'effluent traité est contrôlé en continu avant rejet dans le milieu naturel sur des paramètres représentatifs, et au minimum par une analyse du pH, de la conductivité (ou résistivité), de la température et du débit. En cas d'anomalie constatée, le rejet dans le milieu naturel est suspendu.

Des analyses de l'effluent traité sont réalisées tous les 6 mois et portent sur le débit, le pH, la résistivité ou conductivité, la température et les paramètres précisés à l'article 7-2-3 du présent arrêté.

En cas de traitement des lixiviats à l'extérieur du site, l'installation utilisée doit être autorisée à cet effet et une convention doit être établie.

Le piézomètre de contrôle des eaux superficielles situé en aval immédiat du bassin tampon situé en partie basse du site fera l'objet d'un contrôle semestriel portant sur les paramètres suivants :

- niveau d'eau (m NGF)
- pH
- COT
- résistivité
- potentiel redox
- métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al),
- azote global

Les eaux souterraines

Les eaux souterraines sont contrôlées par quatre piézomètres qui sont périodiquement entretenus et vérifiés :

- PZ1bis, à proximité du ravin de Coumo Grande
- PZ2, au pied de la falaise, à l'Est de l'exploitation
- PZ3, sur le chemin d'accès au pied de digue
- PZ4, à 1,5 km en aval du centre de stockage.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme "Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993", et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Chacun des ouvrages fait l'objet d'un contrôle semestriel portant sur les paramètres suivants :

- niveau d'eau (m NGF)
- pH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-4
Thème(s) : Autre, Normes de rejets au milieu naturel
<ul style="list-style-type: none"> - COT - résistivité - potentiel redox - métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), <i>(1 analyse par semestre tous les 2 ans (période de basse eau et haute eau) – Fréquence initiale modifiée par art. 1^{er} de l'APC n° 2015320-0004 du 16/11/2015)</i> - azote global <p>Chacun des ouvrages fait l'objet d'un contrôle tous les quatre ans portant sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - niveau d'eau (m NGF) - pH - COT - résistivité - potentiel redox - azote global - NO₂, NO₃, NH₄, Cl, SO₄, PO₄, K, Na, Ca, Mg, Mn, Pb, Cu, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, COT, AOX, PCB, DBO₅, DCO, coliformes totaux, streptocoques fécaux, salmonelles.
<p>Constats : L'inspection des installations classées constate que les eaux de ruissellement intérieures du site font l'objet des mesures minimales de pH et de conductivité.</p> <p>S'agissant des lixiviats, l'inspection des installations classées confirme que la mesure de débit a été effectuée jusqu'en début 2023 (mois de janvier et de février). Au-delà du mois de février l'exploitant indique ne pas avoir poursuivi les mesures de débit, puisque l'osmoseur (dispositif de traitement des lixiviats avant rejet au milieu naturel) a été mis à l'arrêt à la fin du mois de février 2023 et n'a pas été redémarré depuis. Actuellement, les lixiviats en trop faible quantité pour justifier un traitement via l'osmoseur sont pompés et réinjectés dans les puits de l'ancienne décharge ou, si leur quantité est trop importante, acheminés pour traitement sur le site de Narbonne de l'exploitant. L'exploitant ajoute avoir fait modifier l'arrêté préfectoral réglementant le site de Narbonne afin de pouvoir y réceptionner ce type de déchets.</p> <p>Le piézomètre de contrôle des eaux superficielles situé en aval immédiat du bassin tampon, fait l'objet d'un pompage pour la réalisation des mesures, dès lors le niveau d'eau n'est pas mesuré dans ce piézomètre. L'inspection des installations classées confirme avoir pris connaissance des dernières mesures réalisées sur les eaux de ce piézomètre et que l'ensemble des paramètres à mesurer l'ont été.</p> <p>Les 4 piézomètres de surveillance des eaux souterraines (PZ1bis, PZ2, PZ3 et PZ4) sont contrôlés tous les mois par l'agent en charge de l'ancienne décharge en même temps qu'il contrôle les piézomètres implantés dans la digue retenant les déchets, nommés S2, S1bis, SP2 et SP1 bis <i>(Cf. constat au point de contrôle n° 2)</i>.</p> <p>Pour chacun des ouvrages, l'exploitant a présenté les derniers rapports de mesures semestrielles et quadriennales. Les dernières mesures exigées pour les paramètres à contrôler semestriellement dans les piézomètres datent du 01/06/2023 et du 25/10/2023. Les dernières mesures exigées pour les paramètres à contrôler tous les 4 ans datent du 11/05/2020 et du 21/10/2020. L'exploitant contrôlant l'ensemble des paramètres à contrôler tous les semestres et tous les 4 ans dans les piézomètres, les mesures semestrielles sont également utilisées comme mesures quadriennales.</p> <p>Les dernières mesures (de tous les paramètres à mesurer semestriellement et tous les 4 ans) des eaux recueillies dans le bassin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - EP 1 datent du 28/04/2020. - EP 2 datent du 23/01/2020 et du 28/04/2020 ;

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 7-2-4
Thème(s) : Autre, Normes de rejets au milieu naturel
<ul style="list-style-type: none"> - EP 3 datent du 24/01/2020, du 31/01/2020 et du 30/04/2020 ; - EP 4 datent du 10/02/2020 et du 16/12/2021 ; - EP 5 datent du 23/01/2020 et du 23/04/2020. <p>En raison de la sécheresse touchant le département des Pyrénées-Orientales, l'exploitant n'est jusqu'ici pas parvenu à faire réaliser de nouvelles mesures dans ces ouvrages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 8-1		
Thème(s) : Autre, Fréquence de transmission des résultats des contrôles et mesures		
<p>Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations, contrôles et analyses prévus par le présent arrêté, et plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le suivi de l'installation dans l'année écoulée.</p> <p>Récapitulatif des contrôles et analyses prévus dans le présent arrêté :</p>		
Articles du projet d'arrêté	Fréquence	Contenu du contrôle
7-1-1 : Relevés topographiques du site	annuellement	suivi des tassements de la zone de stockage
7-1-1 : Relevés topographiques du site	Après 5 ans de suivi	levé topographique complet du site et de l'ensemble des réseaux, aménagements et installations
7-1-1 : Relevés topographiques de la digue	Tous les six mois	Relevé des repères de contrôle de la stabilité de la digue.
7-1-2 : Inclinomètres	Tous les six mois	
7-1-3 : Piézomètres au sein de la zone de stockage	Tous les six mois	contrôle du niveau hydrostatique au sein de la zone de stockage, des quatre piézomètres
7-1-4 : Transmission des résultats :	Annuellement	Relevés topographiques, piézométriques et relevé des inclinomètres avec note de synthèse et d'interprétation.
7-2-1 : Entretien et surveillance des réseaux :	après chaque épisode pluvieux	
7-2-2 : Bilan hydrique	Annuellement	
7-2-3 : Normes de rejets dans le milieu naturel	Annuellement	Contrôle par organisme extérieur de l'ensemble des mesures prévues dans le programme de surveillance.
7-2-4 : Eaux de ruissellement intérieures au site :	avant rejet dans le milieu naturel	au minimum par une analyse du pH et de la résistivité
7-2-4 : Les lixiviats	Mensuellement	Volumes produits et traités en interne et en externe
7-2-4 : Les lixiviats bruts, contrôle de la qualité :	Contrôle semestriel	paramètres précisées à l'article 7-2-3 de l'arrêté.
7-2-4 : Les lixiviats bruts, bassin aval de la digue	Contrôle semestriel	niveau d'eau (NGF), pH, COT, Résistivité, potentiel Redox, Métaux totaux, Azote global

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 8-1		
Thème(s) : Autre, Fréquence de transmission des résultats des contrôles et mesures		
Articles du projet d'arrêté	Fréquence	Contenu du contrôle
7-2-4 : Les osmosats	Contrôle semestriel	débit, pH, résistivité ou conductivité, température et paramètres de l'article 7-2-3
7-2-4 : Les osmosats	Mesure en continu	pH, conductivité, température et débit.
7-2-4 : Les eaux souterraines (piézomètres)	Contrôle semestriel	niveau d'eau (NGF), pH, COT, Résistivité, potentiel Redox, Métaux totaux (semestriel tous les 2 ans), Azote global
7-2-4 : Les eaux souterraines (piézomètres)	Tous les 4 ans	Idem contrôle semestriel + NO ₂ , NO ₃ , NH ₄ , Cl, SO ₄ , PO ₄ , K, Na, Ca, Mg, Mn, Pb, Cu, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, COT, AOX, PCB, DBO ₅ , DCO, Coliformes totaux, streptocoques fécaux, salmonelles.
7-2-4 : Le ruisseau de La Mouillère	Contrôle semestriel	analyses amont et aval : résistivité, COT, NTK et bactériologie.
7-3-1 : Contrôles du réseau et des installations de dégazage	Mensuel	
7-3-2 : Contrôles du biogaz produit	Mesure en continu	Volume
7-3-2 : Contrôles du biogaz produit	Contrôle semestriel	CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S, H ₂ et H ₂ O.
7-3-3 : Contrôles des gaz de combustion du biogaz	Mesure en continu	température
7-3-3 : Contrôles des gaz de combustion du biogaz	Contrôle semestriel	poussières, SO ₂ et CO
7-3-3 : Contrôles des gaz de combustion du biogaz	Annuellement	poussières, SO ₂ , NO ₂ , CO, HCl, HF
7-4 : Elimination des déchets internes	Annuellement	Quantités produites par type de déchet et destination
7-6 : Suivi des aménagements et réaménagements	Visites mensuelles	Entretien du site (fossés, couverture, clôture, écran végétal, ouvrages de contrôle...)
7-7 : Prévention des risques d'incendie et explosions.	Annuellement	Vérification des installations électriques annuelles et des dispositifs de protection contre la foudre tous les 5 ans.
<p>Constats : Le dernier rapport d'activité reçu par l'inspection des installations classées concerne l'année 2019 (rapport transmis en 2020). Pour l'année 2023, l'exploitant a présenté l'ensemble des éléments demandés à l'article 8-1 en dehors des mesures concernant les inclinomètres et celles concernant les osmosats (osmoseur à l'arrêt). Le rapport d'activité 2023, à transmettre à l'inspection des installations classées n'a pas été encore formalisé. L'exploitant a toutefois jusqu'au 31/12/2024 pour transmettre ce rapport.</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant transmet, dans un délai n'excédant pas 1 mois, les rapports d'activité concernant les années 2020, 2021 et 2022 à l'inspection des installations classées. Les activités des années susmentionnées pourront se présenter sous la forme d'un unique rapport couvrant la période 2020 à 2022.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 8-1
Thème(s) : Autre, Fréquence de transmission des résultats des contrôles et mesures
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE I

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 14/03/2024 de l'ancienne décharge d'ordures ménagères que la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE exploitait RD N° 1 à Calce (66600)



Inclinomètre n °1



Inclinomètre n °2



Inclinomètre n °3



Un des piézomètre S2, S1bis, SP2 et SP1bis



Un autre des piézomètre S2, S1bis, SP2 et SP1bis



Un autre des piézomètre S2, S1bis, SP2 et SP1bis